

Bruxelles, le 23 février 2026
(OR. en)

6343/26

SOC 84
EMPL 35

NOTE

Origine:	la présidence
Destinataire:	Comité des représentants permanents/Conseil
Objet:	Briser le cycle de la pauvreté: développer les services de soutien et d'activation centrés sur la personne - <i>Échange de vues</i>

Les délégations trouveront en annexe une note d'orientation de la présidence sur la question visée en objet, dans la perspective de l'échange de vues que le Conseil EPSCO tiendra le 9 mars 2026.

BRISER LE CYCLE DE LA PAUVRETE: DEVELOPPER LES SERVICES DE SOUTIEN ET D'ACTIVATION CENTRES SUR LA PERSONNE

Briser le cycle de la pauvreté

En 2025, lors de son discours sur l'état de l'Union, la présidente von der Leyen a réaffirmé la vision à long terme de l'Union, soulignant que l'Union présenterait son plan pour contribuer à l'éradication de la pauvreté d'ici à 2050¹. La réalisation de cet objectif général au sein de l'Union est remise en cause par les pressions persistantes exercées sur le coût de la vie, les défis macroéconomiques et l'insécurité financière.

Des défis de longue date, tels que la pauvreté des travailleurs, l'augmentation des prix des logements et les contraintes financières, ainsi qu'un nombre considérable de familles avec enfants confrontées à la pauvreté, donnent un aperçu de la nature multidimensionnelle de ce problème. Cela souligne la nécessité de mettre en œuvre des actions plus globales et plus efficaces. Ces actions consistent non seulement à fournir une aide au revenu appropriée aux personnes dans le besoin, mais également à renforcer l'inclusion active et l'accès aux services essentiels. La pauvreté vécue à un stade précoce de la vie continue d'avoir des répercussions profondes et durables tant au niveau individuel qu'au niveau sociétal, entraînant des inégalités dans la participation sociale, tout en renforçant la transmission intergénérationnelle des désavantages. Nous avons dès lors besoin de mécanismes de prévention plus solides pour réduire en amont la probabilité de voir des personnes tomber dans la pauvreté et, dans le même temps, pour lutter contre la pauvreté intergénérationnelle.

Développer les services de soutien et d'activation centrés sur la personne

Les services de soutien et d'activation centrés sur la personne se sont révélés être des moyens efficaces pour lutter contre les inégalités sociales et permettre à chacun de donner la pleine mesure de ses capacités.

¹ Discours sur l'état de l'Union 2025.

Pour s'attaquer aux facteurs structurels de la pauvreté et briser le cercle vicieux des désavantages, il est essentiel d'accroître les investissements dans les services de soutien intégrés, de haute qualité et dotés des ressources nécessaires, notamment les services d'inclusion sociale (par exemple le travail social, l'orientation, l'accompagnement, le mentorat, le soutien psychologique, la réadaptation) et d'autres services de soutien généraux, notamment l'éducation et l'accueil de la petite enfance, les soins de santé, les soins de longue durée, l'éducation et la formation, ainsi que le logement.

Il est primordial de donner la priorité aux politiques qui facilitent une participation précoce et une assistance personnalisée, telles que les évaluations individuelles des compétences, l'orientation professionnelle et l'aménagement de possibilités de formation ou de reconversion ciblées adaptées aux besoins du marché du travail. Pour que les mesures d'activation soient efficaces, il est essentiel qu'elles soient conçues autour des objectifs, des capacités et du contexte social de la personne concernée, tout en sachant que l'autodétermination, les liens sociaux et l'efficacité personnelle sont d'une importance capitale pour briser les cycles d'exclusion. La conception centrée sur la personne favorise également la dignité, l'autonomie et le choix.

Parallèlement, pour enrayer le processus complexe de la pauvreté, il est nécessaire que certains secteurs, tels que les services sociaux, la santé, l'éducation, l'emploi et le logement, collaborent entre eux dans le cadre de parcours harmonieux permettant aux individus d'accéder à ce dont ils ont besoin "sous un même toit" ou au moyen de systèmes d'orientation coordonnés. Concrètement, il est essentiel de renforcer les liens entre les systèmes de protection sociale et les services publics de l'emploi, et de mettre en place dans le même temps des conditions favorables de travail qui rendent la transition vers le travail financièrement viable et durable. Ces approches de soutien non seulement favorisent l'insertion dans le marché du travail, mais contribuent également à une participation sociale plus large, à l'égalité des chances et à la cohésion sociale.

En outre, la participation d'organisations locales, de groupes d'entraide et d'acteurs de terrain contribue à ce que les services soient adaptés, ciblés et accessibles. Les modèles de proximité facilitent également le soutien mutuel et le capital social, qui constituent des facteurs clés de l'inclusion durable.

Afin d'obtenir les meilleurs résultats possible, les interventions doivent instaurer un climat de confiance, réduire la stigmatisation internalisée et renforcer les capacités d'adaptation de manière à produire des résultats sociaux efficaces, conformément aux transitions écologique et numérique.

La toute première "stratégie européenne de lutte contre la pauvreté", qui sera mise en place au cours du premier semestre de 2026, devrait renforcer et mettre en évidence l'importance que revêtent des services de soutien et d'activation centrés sur la personne. Bien que des progrès aient été accomplis dans la réalisation de l'objectif de réduction de la pauvreté à l'horizon 2030, le rythme global reste lent. La pauvreté ne cesse de toucher de manière disproportionnée les femmes, les familles avec enfants et les personnes en situation de vulnérabilité, ce qui met en évidence l'urgence qu'il y a à mettre en œuvre des actions plus cohérentes, plus ciblées et davantage tournées vers l'avenir. Les politiques doivent impérativement être efficaces, compléter les services de réadaptation et comprendre des approches axées sur la prévention. Il est essentiel de renforcer la cohérence et la coordination des politiques aux niveaux européen, national et régional, y compris dans le cadre du Semestre européen, afin que personne ne soit laissé pour compte.

Objectif de l'échange de vues

Compte tenu de ce qui précède, les ministres sont invités à procéder à un échange de vues sur des politiques efficaces pour briser le cycle de la pauvreté, l'accent étant mis en particulier sur le rôle des services de soutien et d'activation centrés sur la personne. Le débat vise à faciliter la réflexion sur une transition dans le cadre de laquelle les prestations purement pécuniaires évolueront vers une assistance personnalisée globale et de soutien, ainsi que vers des services en nature. Dans cette optique, les ministres pourraient réfléchir à la manière dont les systèmes de protection sociale et les services d'activation pourraient être davantage en adéquation avec l'objectif d'autonomie, d'inclusion sociale et d'emploi.

Questions en vue du débat

Compte tenu de ce qui précède, les ministres sont invités à se prononcer sur les questions suivantes:

- 1. Parmi les mesures que vous mettez en place, quelles sont celles qui ont renforcé efficacement les services de soutien et d'activation centrés sur la personne afin de prévenir la pauvreté et/ou l'exclusion sociale?*
 - 2. Comment intégrer des politiques de soutien et d'activation centrées sur la personne dans la toute première stratégie européenne de lutte contre la pauvreté, prévue dans un proche avenir?*
-